

Infopoint est un projet de la SDA proposant une aide gratuite aux partenaires sociaux concernant l'utilisation de la ligne budgétaire 04.03.03.03, bénéficiant du soutien financier de la Commission Européenne. Convention VS/2009/0437 SI2.544869



PARTICIPATION & RIGHTS LETTER



LES DROITS D'INFORMATION ET CONSULTATION DES TRAVAILLEURS EN EUROPE

LUTTER POUR UNE EUROPE SOCIALE DANS UN NOUVEL ENVIRONNEMENT



La nouvelle année a apporté plusieurs changements externes et internes relatifs à notre combat pour une Europe sociale.

TRAITÉ DE LISBONNE (informations supplémentaires)

Le 1er décembre 2009, le Traité de Lisbonne entrera enfin en application. Même s'il ne reprend pas toutes les exigences de la CES pendant sa préparation lors de la dernière décennie, il représente un pas en avant. La CES examine actuellement, en collaboration avec ses affiliés nationaux, comment utiliser ces nouvelles dispositions afin de renforcer la dimension sociale de l'Europe.

PRÉSIDENTE ESPAGNOLE

La CES a envoyé à l'Espagne un mémoire pour lui demander d'améliorer son engagement social pendant la présidence européenne du premier semestre de 2010. L'Espagne doit répondre à la crise de l'emploi. Dès lors, un nouveau deal social est nécessaire en Europe pour parvenir à plus de justice sociale et d'emplois de meilleure qualité. Afin de remédier aux effets négatifs des jugements favorables au marché de la Cour de Justice européenne, un protocole du progrès social devrait clarifier davantage le fait que le marché intérieur n'est pas une fin en soi. Il sert plutôt à contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs et citoyens. Le progrès social devrait être le principe conducteur de toutes les actions et politiques européennes.

COMMISSION EUROPÉENNE

Dans notre lutte pour une Europe sociale, nous travaillerons avec une nouvelle Commission qui débutera son travail en février 2010.

Les deux commissaires intervenant dans les questions de participation des travailleurs lors des cinq prochaines années seront le Hongrois Lazlo Andor (DG emploi) et le

.....

Dans ce numéro

NOUVELLES SUR LES CEE	2	NOUVELLES DE LA SDA – INFOPOINT	10
NOUVELLES DES FSE	4	ÉVÉNEMENTS À VENIR	11
NOUVELLES DES SE	8	PUBLICATIONS ET LIENS	11
NOUVELLES DE LA CES	9		

Français Michel Barnier (DG marché intérieur). Une biographie des deux politiciens, leur programme politique et leurs attentes en matière d'Europe sociale peuvent être [téléchargés ici](#).

PARL EST VOTRE PLATE-FORME

Des changements auront également lieu dans cette newsletter. En 2010, PaRL sera publié cinq fois en anglais, français et allemand. Notre objectif principal est de renforcer PaRL en tant que plate-forme afin que les comités d'entreprise européens et les syndicats nationaux puissent échanger des informations. N'hésitez pas à nous envoyer vos informations de première main concernant la participation des travailleurs ! **Vous trouverez ici quelques idées de sujets potentiels.**

RECEVEZ PARL PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE !

Nous avons introduit la possibilité de s'inscrire électroniquement à PaRL en utilisant ce lien: <http://sda.ttp.eu/>

CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

La composition du secrétariat de la CES et la répartition des tâches en son sein a été modifiée. Le secrétaire général adjoint, Reiner Hoffmann, qui était en charge de la participation des travailleurs, quitte Bruxelles. Il endosse de nouvelles responsabilités en Allemagne, où il devient secrétaire général du syndicat des travailleurs du secteur de la chimie allemand IG BCE dans le district de la Rhénanie du Nord.

« Dès lors, je reprends le dossier de la participation des travailleurs sur lequel travaillait Reiner. Secrétaire confédérale à la CES depuis 2003, j'ai travaillé sur la politique sociale, l'égalité des genres, la migration et la mobilité. Désormais, j'aborderai également la participation des travailleurs, les droits d'informations et de consultation. Tout cela représente un sacré défi. Je me réjouis de pouvoir lutter avec vous pour une participation des travailleurs forte et réussite au niveau européen. »

Catelene Passchier (www.etuc.org/a/176)
Secrétaire confédérale
Confédération européenne des syndicats

NOUVELLES SUR LES CEE

LA NOUVELLE DIRECTIVE 2009/38/CE SUR LES COMITÉS D'ENTREPRISE EUROPÉENS : RECOMMANDATIONS SUR LA NÉGOCIATION AU COURS DE LA PÉRIODE DE TRANSPOSITION

Comme annoncé dans le dernier numéro de PaRL (PaRL 4-2009), les Fédérations syndicales européennes ont élaboré des recommandations communes sur la négociation d'accords CEE au cours de la période de transition du 5 juin 2009 au 5 juin 2011. Plusieurs versions linguistiques de cette publication peuvent finalement être téléchargées sur [le site web de la SDA](#): Une version trilingue (anglais, français, allemand) et plusieurs autres unilingues (suédois, hongrois, tchèque, polonais, espagnol, italien).

STATISTIQUES ACTUELLES SUR LES CEE

ETUI, Novembre 2009

L'ETUI a publié des statistiques mises à jour sur le développement des CEE, basées sur sa base de données sur les CEE. Elles fournissent des informations chiffrées sur l'évolution des CEE dans le temps, la localisation géographique des sièges sociaux, les secteurs, la taille, l'internationalisation et le type. En novembre 2009, il existait des comités d'entreprise européens dans 938 entreprises.

La plupart d'entre elles sont actives dans le secteur métallurgique, suivi par le secteur chimique. Leur siège social est le plus souvent situé en Allemagne, aux États-Unis et en France. Les informations détaillées peuvent être téléchargées ici.

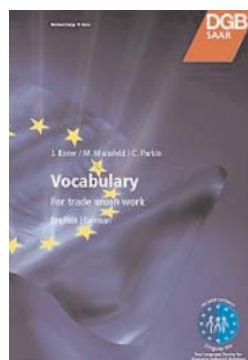
www.ewcdb.eu
the database on european works council agreements




COMITÉS D'ENTREPRISE EUROPÉENS : UNE ÉVALUATION DE LEUR IMPACT SUR LE BIEN-ÊTRE SOCIAL

Sigurt Vitols, ETUI working paper 2009.04, 2009, 23 pages

Ce working paper analyse l'impact des comités d'entreprise européens (CEE) sur quatre groupes différents : les actionnaires, les créanciers, les managers et les travailleurs. Dans ce rapport, l'auteur soutient que les comités d'entreprise européens apportent un bénéfice net. Il n'y a aucun impact négatif significatif pour les actionnaires et les créanciers, tandis qu'il n'y a clairement que des avantages positifs pour les travailleurs et les managers. Il peut être téléchargé sur le site internet de l'ETUI.



VOCABULAIRE RELATIF AU TRAVAIL SYNDICAL (ANGLAIS <>ALLEMAND, FRANÇAIS <>ALLEMAND)

DGB Saar

Les comités d'entreprise européens sont des assemblées multilingues où l'interprétation n'est pas proposée à chaque réunion. Ce vocabulaire permet de consulter avec exactitude et de façon rapide une terminologie spécialisée utilisée dans les discussions et dans le cadre de négociations. Il est disponible en quatre versions : anglais – allemand, allemand – anglais, français – allemand et allemand – français. Le glossaire peut être téléchargé gratuitement sur www.worker-participation.eu.

La version imprimée peut être commandée au prix de 10 EUR ici.



EUROPEAN WORKS COUNCILS IN COMPLEMENTARY PERSPECTIVES

Markus Hertwig, Ludger Pries, Luitpold Rampeltshammer, 2009, 332 pages

L'objectif de cet ouvrage est d'élargir les perspectives qui prédominent actuellement dans les recherches sur les CEE en s'appuyant sur des conclusions théoriques de recherches en matière de relations professionnelles, de sociologie des organisations et d'études sur le management international. Le livre comprend trois parties. La première rassemble des contributions théoriques qui récapitulent et qui développent les recherches sur les CEE. La deuxième partie consiste en des rapports nationaux sur le contexte institutionnel et culturel des CEE en Pologne, France, Espagne, au Royaume-Uni et en Allemagne, ainsi que sur les recherches correspondantes dans ces pays. Dans la troisième partie, des CEE sont analysés sur base d'études de cas réalisées dans les entreprises suivantes du secteur automobile : Škoda, General Motors et BMW.

Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site internet de l'ETUI.

NOUVELLES DES FÉDÉRATIONS SYNDICALES EUROPÉENNES



STOP À LA NESPRESSION : LES TRAVAILLEURS ET LES SYNDICATS DE NESTLÉ MÈNENT UNE CAMPAGNE CONTRE L'IRRESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE DE NESTLÉ

Nestlé, la plus grande entreprise alimentaire au monde, a soigneusement entretenu et vanté son profil « d'entreprise citoyenne responsable » dans ses présentations et publications luxueuses lors de rassemblements portant sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et même aux Nations unies, où elle sponsorise désormais des événements publics. Mais les travailleurs de Nestlé et leurs syndicats du monde entier connaissent une entreprise différente –qui, si elle en a la moindre occasion, n'hésite jamais à violer les normes internationales sur les droits des syndicats et les Conventions de l'OIT des Nations unies dans sa course au profit sans pitié. Nestlé est un visiteur fréquent du banc des accusés à l'OCDE, dont les directives exigent que les entreprises transnationales respectent les normes internationales du travail. Dès lors, les travailleurs et les syndicats de Nestlé mènent une campagne contre la violation des droits des travailleurs dans leur entreprise. Des informations supplémentaires sont disponibles en ligne.

MISE À JOUR : LA VENTE DES OPÉRATIONS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE PAR AB INBEV À CVC

Dans l'édition de PaRL de novembre 2009, nous avons rapporté l'omission d'AB InBev à informer et consulter son comité d'entreprise européen à propos d'une vente massive de ses opérations d'Europe centrale et orientale à des fonds d'investissement privés gérés par les partenaires de capitaux CVC. Le 4 décembre 2009, l'EFFAT a rapporté de nouveaux développements dans cette affaire. Les opérations feront bientôt partie d'un nouveau groupe appelé StarBev. L'EFFAT entend ouvrir un moyen de communication à la nouvelle direction au niveau européen et mettre en place rapidement un comité d'entreprise européen dans la nouvelle entité.



DÉBUT DU DIALOGUE DANS LE SECTEUR DU PAPIER EUROPÉEN

Les partenaires sociaux dans le secteur du papier européen, la CEPI et l'EMCEF ont mené des activités en commun au cours des dernières années. Une étape supplémentaire a maintenant été franchie grâce au processus de collaboration améliorée : la CEPI a formellement accepté de poser sa candidature pour devenir un partenaire de dialogue social reconnu dans le secteur du papier européen. Une lettre, signée par la CEPI et l'EMCEF, demande de formaliser le dialogue social et a été envoyée à la Commission européenne, plus précisément à la DG emploi, affaires sociales et égalité des chances. La première réunion du dialogue social renouvelé dans le secteur du papier est prévue en avril 2010. Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site internet de l'EMCEF.

LA FEM ET ARCELORMITTAL SIGNENT UN ACCORD AFIN DE RENFORCER LE DIALOGUE SOCIAL ET D'ANTICIPER LE CHANGEMENT

L'accord fournit des garanties aux 115 000 travailleurs employés par ArcelorMittal en Europe à une époque où la sidérurgie est sévèrement frappée par la crise et où un grand nombre de sites industriels ont été fermés provisoirement. Il donne des garanties à propos de l'emploi des travailleurs et du développement industriel à long terme d'ArcelorMittal en Europe. L'accord confirme entre autres que toutes les usines seront redémarrées et qu'aucun licenciement sec n'aura lieu. En ce qui concerne la participation des travailleurs, l'accord renforcera le rôle du comité d'entreprise européen et des organes nationaux de représentation des travailleurs. Afin de respecter les différentes compétences des organes de représentation des travailleurs aux niveaux européen, national et local, ArcelorMittal s'efforcera de les informer simultanément en accord avec leurs propres prérogatives différentes. Des informations sur la stratégie de l'entreprise (notamment les plans industriels, l'innovation et la R&D), sur les perspectives d'emplois, sur les prochaines activités et sur la consultation (en cas de besoin) seront données à temps afin d'assurer l'expression collective des travailleurs d'ArcelorMittal et une gestion efficace de l'entreprise. Des informations supplémentaires et le texte de l'accord sont disponibles sur le site de la [FEM](#) et d'[Eurofound](#).

SOLIDARITÉ VÉCUE : LE COMITÉ D'ENTREPRISE EUROPÉEN S'EST BATTU AVEC SUCCÈS POUR UN PLAN DE COMPENSATION SOCIALE DESTINÉ AUX TRAVAILLEURS DE MAHLE DU SITE ITALIEN DE VOLVERA

Grâce à l'intervention du comité d'entreprise européen et du comité d'entreprise du fournisseur automobile allemand Mahle, un plan de compensation sociale adéquat a pu être mis en place pour les travailleurs italiens du site de Volvera dont la fermeture a été annoncée. La direction avait d'abord refusé d'entamer des négociations. Ils se sont finalement mis d'accord pour informer le CEE de la mise en oeuvre concrète des mesures prises et des négociations possibles lorsque la phase de licenciement partiel sera exécutée. Dès lors, le CEE continuera à être impliqué. Les négociations se sont accompagnées de protestations communes des travailleurs italiens et allemands en face du quartier général de Mahle. Des informations supplémentaires et le communiqué de presse [du CEE](#) sont disponibles en allemand.

LES DROITS DES TRAVAILLEURS DANS LES ENTREPRISES MULTINATIONALES AU NIVEAU EUROPÉEN DANS LES SECTEURS DE LA FEM



L'amélioration des droits d'information et de consultation des travailleurs dans les entreprises multinationales basées en Europe est une préoccupation commune des syndicats affiliés à la Fédération européenne des métallurgistes. Profitant pleinement des opportunités fournies par la législation européenne sur les comités d'entreprise européens, ce sujet était le principal thème d'un séminaire conjoint organisé par l'ETUI et la FEM à Bad Hofgastein, du 27 au 29 novembre 2009. Un [rapport du séminaire](#) résume les discussions et résultats des besoins nécessaires au soutien des multinationales en cas de restructurations, la façon de travailler avec la révision de la directive sur les CEE et la façon dont les CEE peuvent soutenir la mise en oeuvre des politiques de coordination de la FEM. Un résumé de la politique de coordination des CEE de la FEM se trouve également dans sa [newsletter sur la politique d'entreprise](#).



ETF

LE CEE DE BOMBARDIER SOUTIEN LA CAMPAGNE EUROPÉENNE CONTRE LA PRIVATISATION DES CHEMINS DE FER

Lors de sa réunion du 30 juin 2009, le CEE de Bombardier a signé une déclaration européenne relative à la politique ferroviaire. Le texte s'oppose à la privatisation des chemins de fer et demande un transport durable. Cette décision constitue une étape importante pour les activités du CEE de Bombardier. Des actions supplémentaires dans la même direction sont prévues à l'avenir. Dès lors, le CEE souhaite collaborer avec des représentants des travailleurs de l'industrie ferroviaire européenne. Si vous souhaitez davantage d'informations, veuillez contacter le président du CEE de Bombardier, Johannes Hauber.



UNI EUROPA

ÉVALUATION DES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRES DE RELATIONS SYNDICALES TRANSNATIONALES

En collaboration avec Axa, Danske Bank et Dexia, UNI Finance a organisé un débat avec des représentants des syndicats et des directions d'importantes entreprises financières sur l'émergence des relations syndicales transnationales les 27 et 28 octobre 2009. L'objectif de l'atelier était d'organiser un échange de points de vue et des pratiques entre les acteurs de ces grandes entreprises qui se trouvent au devant de la scène pour développer des relations syndicales transnationales. Les différences constantes de traditions, lois et pratiques au niveau national représentent un obstacle majeur à cette évolution. De plus, les multinationales sont complexes, ont tendance à manquer de transparence et à être difficilement contrôlables du centre. Plusieurs participants ont indiqué que dans leur entreprise, le dialogue social avancé et les relations syndicales sont clairement soutenus par la direction. Toutefois, cela ne parvient pas toujours jusqu'aux directions locales. La faiblesse générale des structures syndicales et de représentation des travailleurs constitue une autre barrière supplémentaire, surtout en Europe centrale et orientale. Des informations supplémentaires sont disponibles en ligne dans les infos du 01.11.2009



NIVELLEMENT PAR LE BAS : DEUTSCHE TELEKOM NE RESPECTE PAR LE DROIT DU TRAVAIL AUX USA

L'organisation américaine American Rights at Work a publié un rapport présentant une campagne systématique contre les droits des travailleurs effectuée par T-Mobile USA et sa société mère, le géant allemand des télécommunications, Deutsche Telekom (DT). UNI, Communications Workers of America (CWA) et ver.di, le syndicat allemand, luttent pour la protection des droits de base des travailleurs chez DT depuis un certain nombre d'années. Le rapport, "Lowering

the Bar or Setting the Standard? Deutsche Telekom's U.S. Labor Practices," montre une disparité évidente entre le traitement des travailleurs de DT en Allemagne et aux États-Unis. Des éléments complets prouvent comment T-Mobile USA menace les travailleurs en faveur des syndicats et offrent des récompenses aux travailleurs renonçant à les soutenir. La formation et les instructions de T-Mobile USA relatives aux stratégies agressives pour éviter les syndicats et destinées aux cadres sont révélées. Il est également prouvé que l'entreprise limite et intervient dans les communications des travailleurs avec les syndicats. Vous trouverez des informations supplémentaires sur le site internet d'UNI Europa (9/12/2009) et vous pouvez télécharger le rapport ici.

ACTIVITÉS DES CEE D'UNI EUROPA COMMERCE

Le comité de direction d'UNI Europa Commerce (Berlin, 27-28 Octobre) a adopté une feuille de route pour 2010 et 2011 destinée aux comités d'entreprise européens. Plusieurs réunions seront organisées l'année prochaine afin de s'assurer que les membres de CEE se rencontrent. L'objectif est de leur donner les moyens d'exécuter leur mandat et de soutenir la stratégie mondiale d'Uni Commerce sur les multinationales. En outre, le comité de direction a mandaté le secrétariat d'Uni Europa Commerce pour rechercher des partenaires afin de mettre en place une « alliance européenne pour le dimanche libre ». UNI Europa et l'ETUI ont organisé la première formation destinée aux membres de CEE en Allemagne, au quartier général de Ver.di du 28 au 30 octobre. Plus de 20 syndicalistes originaires de 10 pays différentes et représentant des CEE d'Ikea, de Makro/Metro, Carrefour, H&M, Phoenix, Tie Rack et autres ont pu en apprendre davantage sur leur rôle et échanger des expériences. Une attention particulière a été accordée à la nouvelle directive sur les CEE (révision). Si vous souhaitez des informations supplémentaires, veuillez contacter UNI Europa et consulter le bulletin d'UNI Commerce de décembre 2009 (14.12.2009).

CAMPAGNE POUR DES ACCORDS MONDIAUX DANS LES BANQUES MULTINATIONALES HSBC ET SANTANDER

UNI Finance a approché les deux banques afin de négocier un accord mondial. En ce moment, ils attendent une réponse de HSBC et de Grupo Santander, qui réfléchissent encore. Donc, les participants de la conférence d'UNI Europa Finance se sont joints à leurs collègues du monde entier pour envoyer des cartes de vœux aux directions de Santander et de HSBC, Botin and Green, en leur « souhaitant » des négociations pour des accords mondiaux. L'élément essentiel de la campagne est de former une alliance mondiale entre tous les représentants des travailleurs de ces deux banques. Cette alliance servira de centre pour l'échange d'informations et de force de négociation pour élaborer un accord mondial avec les banques. Les syndicats d'UNI Finance estiment qu'un accord dans ces entreprises pourrait créer un dialogue constructif et efficace entre la direction et les syndicats dans toute la multinationale, ainsi que mettre en place des structures syndicales et permettre le recrutement de membres dans des endroits où les travailleurs n'ont pas l'occasion d'appartenir à un syndicat. Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site internet d'Uni Europa (17 décembre 2009)

FUSION RIO TINTO ALCAN – AMCOR : DÉFIS POUR LES REPRÉSENTANTS DES TRAVAILLEURS

Le 14 décembre 2009, la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne a donné son feu vert à l'acquisition de Rio Tinto Alcan Packaging par Amcor, la multinationale australienne. Les deux entreprises disposent d'un CEE. UNI Europa Graphical et la FEM fournissent le cadre pour les représentants des travailleurs afin de préparer les défis à venir et de réfléchir aux meilleures stratégies pour intégrer les deux CEE. La direction d'Amcor a finalement accepté de négocier un nouvel accord de CEE. Les fédérations syndicales européennes seront impliquées dans ces négociations. Un autre défi est la vente de deux usines d'Amcor situées à Tobepal, en Espagne. La condition de la DG concurrence pour l'acquisition était que la concurrence dans l'industrie de l'emballage pharmaceutique ne soit pas menacée. Lors d'une réunion avec la DG concurrence, il a été assuré aux représentants des travailleurs et des syndicats qu'il était également dans l'intérêt de la Commission européenne d'assurer la viabilité de ces deux usines et de choisir un acheteur stable et de confiance. Informations supplémentaires disponibles auprès d'Uni Europa.



ETUF:THC

RENFORCER LA COOPÉRATION TRANSNATIONALE ENTRE REPRÉSENTANTS DES TRAVAILLEURS/DES EMPLOYEURS SUR LE PLAN DE L'INFORMATION, DE LA CONSULTATION ET DE LA PARTICIPATION AU SEIN DU GROUPE LOW&BONAR

Low&Bonar PLC générait en 2007 un chiffre d'affaire de 311 millions de livres sterling, dont 67 % dans le textile. Il opère sur 20 sites, dont 14 usines textiles, dans neuf pays



de l'UE, mais également aux États-Unis, en Chine et Abu-Dhabi. Le groupe annonçait des bénéfices, avant amortissement et taxes, de plus de 30 millions de livres sterling. Et vu la croissance externe rapide de L&B, plusieurs membres de la FSE :THC ont mandaté la Fédération pour reprendre contact avec la direction, après l'échec des négociations en 1996. Une formation préalable des futurs membres du GSN sera organisée au printemps prochain, grâce au soutien de la ligne budgétaire 04030303.



LES COMITÉS D'ENTREPRISE EUROPÉENS DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE ONT ABORDÉ LES POLITIQUES D'ENTREPRISE ET LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

Des représentants de plusieurs CEE du secteur de l'énergie, tels que EDF, CEZ, EON, RWE, EVN, GdfSuez, se sont rencontrés à Bruxelles pour discuter de toute une série de sujets le 14 décembre 2009. Les entreprises de ce secteur seront confrontées à plusieurs défis en terme de politiques d'entreprises : elles devront faire face entre autres à la réduction des émissions de carbone, à la diminution de la dette qui pourrait mener à de futures restructurations et à des pressions sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail. Concernant la RSE, la plupart des entreprises ont adopté les normes acceptées au niveau international. Elles sont également définies dans la déclaration commune des syndicats avec Eurelectric. Une enquête auprès des représentants de CEE a révélé que toutes les entreprises n'abordent pas la RSE avec leur CEE, qu'il manque des ressources pour réellement prendre ces politiques au sérieux, que le suivi reste un aspect important et que cela entraîne plusieurs CEE à considérer la RSE comme rien de plus qu'une vitrine. Des résultats détaillés seront publiés au printemps 2010 et rapportés dans PaRL. Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site internet de l'EPSU.

LES ENTREPRISES TRANSNATIONALES, LES COMITÉS D'ENTREPRISES EUROPÉENS ET L'INDUSTRIE DES DÉCHETS

L'EPSU a organisé une conférence pour les représentants syndicaux et les membres de CEE du secteur des déchets européen les 26 et 27 novembre 2009. Les objectifs de l'atelier étaient de renforcer la collaboration entre les représentants des travailleurs et les syndicats, d'organiser les travailleurs et d'inciter davantage d'entreprises à établir des CEE. Les défis actuels dans ce secteur sont la concurrence, les longues heures de travail, les employeurs qui rejettent les accords nationaux et les conséquences de la crise économique. De plus, des exemples marquants vécus par les participants ont montré comment les entreprises privées remportent des contrats en réduisant les salaires et en offrant de mauvaises conditions de travail. Toutefois, le niveau d'action syndicale est élevé car les travailleurs résistent aux employeurs qui cherchent à imposer le gel ou la diminution des salaires, ainsi que des conditions de travail plus difficiles. Dès lors, les syndicats revendiquent particulièrement que les contrats publics comprennent également des clauses sociales garantissant le fait que les autorités publiques (souvent les municipalités) et les contractants respectent tout deux des conditions de travail et des salaires décentes. Un aperçu des principales entreprises du secteur privé des déchets a montré qu'un relativement petit nombre d'entre elles dominent le secteur. Plusieurs envisagent de mettre en place un comité d'entreprise européen. Des informations supplémentaires sont disponibles en ligne.

NOUVELLES DES SE

DERNIÈRES NOUVELLES

Actuellement, il existe 483 SE et 19 sont prévues. Au total, 46 SE ont été ajoutées aux fiches d'informations sur les SE au cours des deux derniers mois. Toutefois, seules deux entreprises – allemandes – récemment ajoutées comptent comme normales, d'après les informations disponibles. Tipp24 SE est une entreprise de jeux en ligne formée par une

fusion. La SE est passée d'une structure de gouvernance dualiste à moniste. Lenze SE est active dans le secteur métallurgique et emploie plus de 800 personnes. Cette SE a conservé son système dualiste.

LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS ET L'ENTREPRISE DURABLE

À l'occasion du sommet des Nations unies à Copenhague en décembre 2009, l'*European Worker Participation Competence Centre* (EWPCC) de l'ETUI a organisé un séminaire sur « l'entreprise durable » et s'est demandé comment la participation des travailleurs pouvait utiliser et encourager ce concept dans les entreprises. Le concept de l'entreprise durable représente une ligne de conduite pour gérer les changements climatiques et la transition qui en résulte. Le concept englobe des éléments environnementaux, sociaux, économiques et financiers liés les uns aux autres. Il serait positif pour l'entreprise de communiquer sur les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance afin que les représentants des travailleurs puissent mettre l'accent sur les objectifs de l'entreprise à long terme. Le concept de l'entreprise durable et la participation des travailleurs se réfèrent aux idées des chercheurs de l'ETUI, Norbert Kluge et Sigurt Vítols. Il se rattache au débat européen cherchant à savoir ce qui fait d'une entreprise une entité « positive » et comment les alternatives en matière de gouvernance d'entreprise se défendent face au modèle (toujours) prédominant de valeur pour l'actionnaire. La crise a montré que ce concept est insuffisant car il met de côté les autres acteurs importants dans la vie réelle d'une entreprise. Désormais, il est temps d'insister à nouveau sur les raisons de l'existence des entreprises et sur la définition du grand rôle à jouer par les travailleurs pour leur bien-être. L'article complet peut être téléchargé ici. Pour plus d'informations voir le site de l'EWPCC. Norbert Kluge, European Trade Union Institute (ETUI), coordinateur de l'EWPCC, Janvier 2010.



NOUVELLES DE LA CES

LA SOCIÉTÉ PRIVÉE EUROPÉENNE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR ÉCHAPPER À LA CODÉTERMINATION

Le 4 décembre 2009, les ministres de l'Économie d'Allemagne, d'Autriche, du Luxembourg et de Lettonie ont rejeté la proposition suédoise d'une société privée européenne. Puisque l'unanimité est nécessaire au Conseil pour l'accepter, la proposition suédoise sur le statut de la SE a été abandonnée. La Confédération européenne des syndicats (CES) a rejeté la proposition suédoise avant la réunion du Conseil et l'a déclarée inappropriée. Au cours de la crise économique la plus grave que l'on ait connu depuis la Seconde Guerre mondiale, il est apparu que c'est dans les entreprises qui respectent des normes élevées de codétermination et de participation qu'on a les meilleures possibilités de préserver les emplois et de surmonter la crise. Il est donc incompréhensible que les mesures prévues dans la proposition actuelle de la Présidence suédoise du Conseil pour garantir les droits des travailleurs à la codétermination soient totalement insuffisantes. La CES regrette que les différentes cultures de codétermination soient complètement ignorées et qu'aucune mesure de précaution efficace n'ait été prise contre le danger potentiel représenté par le fait que certains acteurs cherchent à échapper à la codétermination. L'idée derrière la SPE est de créer une entreprise à responsabilité limitée au niveau européen. Toutefois, la régulation de la participation des travailleurs n'atteint pas le niveau du compromis présent dans la directive sur les SE. Au contraire, les dispositions proposées en matière de droits de participation offrent des garanties insuffisantes contre le dumping social dans l'UE des 27 et engendrent un risque de non-respect des droits des travailleurs. C'est maintenant au tour de la présidence espagnole, qui a débuté son travail en janvier 2010, de s'attaquer aux statuts des SPE. D'après le nouveau Traité de Lisbonne, l'unanimité est toujours nécessaire au Conseil, mais cette question sera également soumise à la procédure de co-décision au Parlement européen. Communiqué de presse de la CES, 30 novembre 2009
Lettre de la CES aux gouvernements nationaux, 2 décembre 2009
Résolution de la CES sur le statut de la société privée européenne 15-16 octobre 2008
Statut suédois provisoire sur les SPE. Mémoire de la CES pour la présidence espagnole, page 14



L'objectif d'Infopoint est d'assister les promoteurs dans la préparation, le lancement et le suivi de leurs projets de coopération transnationale dans les domaines de l'information, la consultation et la participation des travailleurs sous la ligne budgétaire 04.03.03.03 de la Commission européenne.

LIGNE BUDGÉTAIRE 04.03.03.03. - PROJETS 2010

L'appel à propositions 2010 relatif à la ligne budgétaire 04.03.03.03. de la Commission européenne (sur l'information, la consultation et la participation des travailleurs) a été publié par la Commission européenne et peut être [téléchargé](#) sur le site de la Commission. Des informations plus détaillées sur le processus de soumission seront alors disponibles sur le [site web de la SDA](#). Les dates limites pour le dépôt des demandes sont :

- le 09 avril 2010 pour les activités débutant au plus tôt le 09 juin 2010
- le 03 septembre 2010 pour les activités débutant au plus tôt le 03 novembre 2010 et au plus tard le 22 décembre 2010.

La SDA organise un atelier de réflexion sur l'utilisation de la ligne budgétaire 04.03.03.03 au THON Hotel Bruxelles, les 25-26 février 2010. Son but est de venir en aide aux promoteurs dans l'élaboration de leurs idées de projets et de soumission de leurs demandes et d'identifier et ouvrir de nouvelles voies pour le lancement de projets stratégiques à l'avenir. Veuillez vous inscrire avant le 5 février 2010.

Pour plus d'informations, [projet de programme](#), [formulaire d'inscription](#)



PROJETS ACTUELS DE LA FEM SOUS LA LIGNE BUDGÉTAIRE 03 DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE ET DU MACHINISME AGRICOLE EN EUROPE



La FEM a obtenu le financement des deux projets suivants lors de l'appel de l'automne 2009 sous la ligne 03 : Le projet «Une plus grande représentation des travailleurs dans le secteur européen de l'énergie éolienne» entend améliorer l'échange transnational d'informations et d'expériences sur la représentation des travailleurs opérationnels et les syndicats dans le secteur européen de l'énergie éolienne. Cet élément est une condition préalable requise pour la création de nouveaux comités d'entreprise européens dans cette industrie. La première [conférence](#) de ce projet aura lieu les 22 et 23 mars 2010 à Bruxelles. Elle se concentrera principalement sur les tendances actuelles des marchés du secteur éolien, la coordination syndicale relative aux sources d'énergie renouvelable, l'emploi, les conditions de travail, le renforcement des CEE existants et la création de nouveaux. Le [Projet AgriTech](#) agrandit un réseau déjà existant de travailleurs européens dans le secteur du machinisme agricole à d'autres pays, et plus particulièrement aux nouveaux États membres. Les activités du projet s'attacheront à l'échange d'expériences et d'informations aux niveaux de l'entreprise et du secteur. Pour cela, les partenaires du projet contribueront au [Centre de ressources en ligne](#) du réseau et à une [Carte du machinisme agricole en Europe](#) qui sera publiée à la fin du projet. Les principales activités du projet comprendront également deux ateliers thématiques transnationaux et un événement majeur mettant fin au projet européen.



PROJET SOUS LA 03 FINALISÉ « QUALIFICATION ET RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION TRAVAILLEURS-EMPLOYEURS DANS LE GROUPE DE LA DANSKE BANK – 2ÈME ANNÉE »

L'association syndicale transnationale Danske Unions et ses partenaires ont mené à bien un projet sous la 03 en 2009. Le site internet du projet présente un rapport détaillé des actions et de nombreux documents dont un rapport décrivant les enseignements les plus importants des deux projets consécutifs soutenus par la Commission européenne. Environ 60 délégués syndicaux représentant 20 000 travailleurs de la Danske Bank dans 11 pays différents ont participé à un projet visant à renforcer la coopération transnationale entre les représentants des travailleurs et la direction du groupe de la Danske Bank. Ce projet entendait également créer une structure de représentation des

travailleurs correspondant au caractère transnational du groupe de la Danske Bank et représentant les membres des différents syndicats du secteur des services financiers nationaux et les travailleurs non défendus par un syndicat grâce à la collaboration entre les représentants des travailleurs issus de différents organes de représentation. Des informations supplémentaires sont disponibles ici.

ÉVÉNEMENTS À VENIR

COURS DE LANGUES POUR LES COMITÉS D'ENTREPRISE EUROPÉENS ET LES DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

Le département Éducation de l'ETUI propose une large gamme d'ateliers de formation intéressants pour les représentants des syndicats et des travailleurs. En plus des ateliers abordant la question des CEE et des thèmes syndicaux, ces cours de langues pourraient vous intéresser. En février 2010, deux cours sont proposés avant le début de la prochaine année académique. Du 8 au 12 février, un cours de communication pour les CEE en anglais aura lieu à Newcastle upon Tyne. Du 15 au 25 février, un cours de communication pour les syndicalistes en français se tiendra à Paris. Les deux formations combinent cours de langues et de communication avec des discussions thématiques sur des sujets multiculturels relatifs aux CEE et aux syndicats. Vous pouvez trouver un rapport sur un cours d'anglais antérieur en ligne. Si vous souhaitez des informations supplémentaires, veuillez contacter Vidia Ganase, conseillère en communication et en langue à l'ETUI.

PUBLICATIONS ET LIENS

Hans Böckler Stiftung MITBESTIMMUNG INTERNATIONAL – ARTICLES SUR LA COGESTION EN LIGNE

Fakten für eine faire Arbeitswelt.

La Fédération allemande Hans-Böckler met à votre disposition sur son site internet des articles en anglais qui ont récemment été publiés dans son magazine mensuel Mitbestimmung. Des articles intéressants qui portent sur le rôle des comités d'entreprise européens, la participation des travailleurs dans les sociétés européennes (SE et SPE), les jugements de la CEJ relatifs à l'Europe sociale, les tendances en matière de relations syndicales et les débats portant sur la crise financière. Vous pouvez y trouver une variété d'études de cas et d'articles sur les expériences en 2009 de CEE et SE spécifiques, comme Allianz SE, Fresenius SE, MAN Diesel SE, Porsche SE, SCA Hygiene Products SE, GfK SE, Tesa SE, le CEE de British Airway et des CEE de l'industrie de l'électroménager.



ACCORDS CADRES EUROPÉENS ET INTERNATIONAUX : EXPÉRIENCES PRATIQUES ET APPROCHES STRATÉGIQUES

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, 2009, 95 pages

Les accords cadres transnationaux concernent de plus en plus les comités d'entreprise européens. Ils sont désormais un nouvel instrument de relations syndicales qui encourage la reconnaissance de partenariats sociaux au-delà des frontières nationales et qui pourrait mener à de nouvelles formes de régulations sociales au niveau mondial. De tels accords ont été négociés à cause des effets de la mondialisation des structures de production et des stratégies de ressources humaines. Ce rapport examine le phénomène récent des accords transnationaux, il parle à la fois des accords internationaux à portée mondiale et des accords européens à portée plus régionale. Il analyse le contenu de ces accords, observe les stratégies des organisations patronales et syndicales et évalue leur contribution à l'internationalisation potentielle des relations syndicales. Le rapport peut être téléchargé sur le site internet d'Eurofound.

FREEDOM OF ASSOCIATION, EMPLOYEES' RIGHTS AND SOCIAL DIALOGUE IN CENTRAL AND EASTERN EUROPE AND THE WESTERN BALKANS

Heribert Kohl, 2009, 108 pages (version courte 28 pages)

L'auteur résume les principales conclusions des enquêtes et des rapports nationaux sur la situation légale des syndicats et de leurs membres par rapport à la mise en oeuvre des droits du travail et de la liberté d'association. Il les analyse sur base de ses larges connaissances et de sa grande expérience en Europe de l'Est. L'étude comparative concerne 16 anciens pays socialistes en Europe de l'Est – les dix nouveaux États membres en Europe de l'Est et dans les Balkans orientaux. La publication fournit des informations sur l'histoire des systèmes de relations syndicales nationales et sur leur intérêt pratique. Elle est particulièrement intéressante pour les membres de CEE qui collaborent avec des collègues originaires de ces pays et qui souhaitent préparer de prochains élargissements de CEE aux pays des Balkans. Le rapport peut se télécharger sur le site internet de la Fondation Friedrich-Ebert : [version courte](#); [version longue](#). Il existe en tchèque, polonais, hongrois, anglais et allemand.

BUILDING ANTICIPATION OF RESTRUCTURING IN EUROPE

Moreau, Marie-Ange (ed.) en collaboration avec Serafino Negrelli et Philippe Pochet, 2009, 436 pages.

Cette étude concerne entre autres les implications légales et sociales relatives aux CEE dans le processus de restructuration et d'anticipation. [Téléchargez-la ici.](#)

europa
trade union institute

etui.

PREMIERS RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE SUR LES ENTREPRISES EUROPÉENNES, 2009

Eurofound, décembre 2009

L'enquête sur les entreprises européennes a examiné entre autres les avis et expériences à propos du dialogue social sur le lieu de travail. L'enquête a découvert que six travailleurs européens sur dix (63 %) sont couverts par une institution reconnue de représentation des travailleurs. Les conclusions de l'enquête montrent des pratiques solides en matières de dialogue social sur le lieu de travail en Europe, mais elles mettent également en évidence les limites et les différences importantes en Europe. Ces institutions sont généralement plus communes dans les États membres du Nord de l'Europe que dans ceux du Sud.

[Téléchargez l'enquête ici.](#)

[Communiqué de presse](#)

.....

CONTRIBUTIONS DE:

Amélie Annet, Marco Cilento, Natalie Glück, Reiner Hoffmann, Norbert Kluge, Alex Martin, Antonello Membrini, Marina Monaco, Catelene Passchier, Claudio Stanzani.

DIRECTION: Claudio Stanzani